

3 septembre 2014

Réponse du Conseil administratif à la motion du 27 septembre 2010 de MM. Olivier Fiumelli, Salvatore Vitanza, Jacques Finet, Jean-Charles Lathion, Alexandre Chevalier, M^{mes} Anne Carron-Cescato et Florence Kraft-Babel: «Pour une réelle autonomie du Grand Théâtre de Genève».

TEXTE DE LA MOTION

Le Conseil municipal demande au Conseil administratif de lui présenter dans les meilleurs délais une modification des statuts du Grand Théâtre permettant:

- de le soumettre à une convention de subventionnement pluriannuel conforme à l'esprit de la loi cantonale sur les indemnités et les aides financières (LIAF);
- d'assurer un meilleur contrôle financier et de gestion (révision externe et système de contrôle interne);
- de favoriser la participation d'autres collectivités et de partenaires privés à son financement et à sa gestion (y compris par la participation au conseil de fondation);
- d'envisager la gestion de l'ensemble de son personnel avec un seul statut.

RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF

Le 30 octobre 2013, le Conseil administratif et le Conseil d'Etat ont signé une déclaration conjointe concernant la mise en œuvre de la loi cantonale sur la culture (C 3 05) acceptée par le Grand Conseil le 16 mai 2013. La déclaration est accompagnée d'un document intitulé «priorités d'actions», dans lequel le Canton s'engage à verser au Grand Théâtre, sous réserve de l'acceptation par le Grand Conseil, une subvention d'un million de francs en 2015, de deux millions en 2016 et de trois millions en 2017.

En octroyant les subventions précitées, le Canton entrerait donc progressivement dans le financement du Grand Théâtre. Le Canton entend également participer aux discussions relatives à la réforme de la gouvernance de l'institution. Dans cette attente, il est prévu que le Conseil de fondation du Grand Théâtre accueille un ou des représentants du Canton, avec un statut d'observateur, dès l'entrée en vigueur de la loi concernant la subvention du Grand Théâtre. Un siège d'observateur pourrait également être attribué à l'Association des communes genevoises (ACG), qui octroie au Grand Théâtre un soutien de 2,5 millions de francs par an, si elle souhaite être représentée.

Conformément à la loi cantonale sur les indemnités et les aides financières (LIAF), un projet de loi accompagné d'une convention de subventionnement sont

en cours d'élaboration et seront déposés devant le Grand Conseil en automne 2014. La convention de subventionnement est rédigée conjointement par les représentant-e-s du Canton (Département de l'instruction publique, de la culture et du sport), de la Ville (département de la culture et du sport) et du Grand Théâtre (Direction et Conseil de fondation).

Elle est établie selon le même modèle que les 35 conventions de subventionnement Ville-Canton actuellement en vigueur. Elle contient donc des objectifs, un plan financier pluriannuel et des indicateurs de suivi en vue d'une évaluation en 2017, dernière année de validité de la convention. En effet, cette convention aura une durée de validité de trois ans (2015-2017), afin de correspondre aux trois ans sur lesquels le Conseil d'Etat a pris des engagements dans la déclaration conjointe du 30 octobre 2013. Elle sera bien sûr renouvelable, pour une durée de validité identique aux projets de loi successifs qui seront déposés devant le Grand Conseil.

Concernant les fonds privés, leur augmentation et la recherche de nouveaux partenaires relèvent de la responsabilité de la Fondation du Grand Théâtre. Actuellement, le mécénat et le sponsoring apportent des revenus annuels de 3,9 millions de francs, soit 6,5% du budget total du Grand Théâtre.

Parallèlement à la déclaration conjointe du Conseil administratif et du Conseil d'Etat, un mandat a été confié en 2013 à la société actori pour réaliser une étude comparative et prospective sur le Grand Théâtre. Ce mandat a été confié conjointement par la Ville, le Canton, l'ACG, la Fondation du Grand Théâtre et le Cercle du Grand Théâtre, dans l'optique de préparer l'avenir de l'institution et de lui permettre de rester une scène lyrique de référence en Suisse et sur le plan international.

Afin de mettre en œuvre les recommandations de cette étude, le Conseil administratif a décidé de créer un comité de pilotage composé de représentantes et représentants de la Ville, du Canton, de l'ACG et du Grand Théâtre. Ce comité de pilotage, présidé par M. Sami Kanaan, se réunit depuis le mois de juin 2014. Ses objectifs sont les suivants:

- entamer l'examen de la réforme de la gouvernance du Grand Théâtre en lien avec la participation du Canton au budget de fonctionnement du Grand Théâtre dès 2015, et évaluer les avantages et inconvénients d'une fondation de droit public cantonal ou communal, ainsi que les options pour intégrer de manière adéquate les autres partenaires participant au financement du Grand Théâtre;
- évaluer l'impact d'une telle réforme sur les statuts du personnel, en favorisant une convergence de ces statuts et en tenant compte des acquis et des facteurs financiers;

- augmenter et diversifier les sources de financement public (Canton, communes, ACG), afin de permettre au Grand Théâtre de maintenir la qualité artistique d’une scène de référence en Europe, et signer une convention de subventionnement multipartite;
- établir des propositions concrètes de l’action du Grand Théâtre dans les domaines suivants:
 - augmenter et stabiliser les apports privés, dans un cadre transparent et professionnel;
 - augmenter le nombre de représentations par production, afin d’utiliser au mieux les ressources humaines disponibles tout en augmentant les recettes;
 - développer l’offre artistique pour les jeunes et mettre en place des activités pédagogiques, afin d’attirer de nouveaux publics, de fidéliser les spectateurs actuels et de préparer la relève;
 - renforcer les collaborations avec les partenaires locaux et régionaux (compagnies de danse, ensembles musicaux et manifestations comme la Fête de la danse ou la Fête de la musique).

C’est dans ce cadre que la question de la convergence des statuts du personnel sera étudiée, dès que le projet de loi relatif à la subvention du Canton sera adopté par le Grand Conseil.

Le comité de pilotage rédigera, tous les six mois, des rapports d’étape sur l’avancement des travaux à l’attention du Conseil administratif.

Enfin, concernant l’amélioration du contrôle financier et de gestion (révision externe et système de contrôle interne), le Grand Théâtre devra respecter les dispositions de la LIAF et de son règlement d’application dès qu’il bénéficiera d’une subvention du Canton. Le Grand Théâtre devra notamment mettre en place un système de contrôle interne et soumettre ses comptes annuels à un contrôle ordinaire. Actuellement, les comptes du Grand Théâtre sont soumis à un contrôle restreint, effectué par la fiduciaire BDO SA.

Au nom du Conseil administratif

Le directeur général:
Jacques Moret

Le maire:
Sami Kanaan